

Chapitre 7 – 2022–2023 : Chocs internationaux et tensions internes

Introduction

La période 2022–2023 marque une aggravation des déséquilibres macroéconomiques en Haïti, où la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) s'est retrouvée prise dans l'étau d'une double contrainte : la propagation de chocs internationaux majeurs et l'intensification des tensions internes. Alors que l'économie mondiale subissait les conséquences de la guerre en Ukraine — flambée des prix alimentaires et énergétiques, perturbations logistiques, hausse de l'inflation mondiale — l'économie haïtienne, déjà fragilisée par la pandémie et le séisme d'août 2021, a absorbé ces chocs avec une vulnérabilité extrême. Dans le même temps, les crises politiques, sécuritaires et sociales se sont accentuées, plongeant l'État dans une incapacité croissante à assurer ses fonctions régaliennes et accentuant le climat d'incertitude.

Sur le plan externe, le renchérissement des prix mondiaux des hydrocarbures et des denrées de base a directement alimenté une inflation importée en Haïti. L'économie, structurellement dépendante des importations, a vu ses prix intérieurs s'ajuster mécaniquement à la hausse des coûts internationaux, renforçant la précarité des ménages. Cette situation a contribué à porter l'inflation à des niveaux supérieurs à 40 % dans certaines périodes (BRH, 2023). Parallèlement, la hausse des taux d'intérêt mondiaux et le resserrement de la liquidité internationale ont limité l'accès aux financements extérieurs, réduisant la marge de manœuvre de la BRH pour défendre la gourde.

Sur le plan interne, l'insécurité généralisée, marquée par la multiplication des gangs armés et le blocage de l'accès au principal terminal pétrolier du pays en 2022, a paralysé l'économie nationale. Le manque chronique de carburant a perturbé les chaînes de distribution, entraîné des pénuries et provoqué une flambée des prix du transport et des biens de consommation (World Bank, 2022). À cela s'ajoute une instabilité politique persistante, avec un vide institutionnel prolongé et une défiance sociale accrue, accentuant la méfiance des agents économiques et alimentant la dollarisation de l'économie.

Dans ce contexte de pressions simultanées, la BRH a intensifié son usage d'instruments restrictifs : émissions massives de bons BRH pour stériliser la liquidité, relèvements des réserves obligatoires et interventions récurrentes sur le marché des changes. Ces mesures visaient à contenir la spirale inflationniste et à stabiliser le taux de change, mais elles ont eu pour corollaire de contracter davantage le crédit et d'étouffer l'investissement productif. L'arbitrage entre stabilité monétaire et soutien à l'activité s'est donc fait une nouvelle fois au détriment du développement, illustrant la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022).

Ce chapitre analysera cette séquence 2022–2023 à travers trois dimensions. Dans un premier temps, il examinera les chocs internationaux et leurs mécanismes de transmission à l'économie haïtienne, en particulier l'inflation importée et la rareté accrue des devises. Dans un second temps, il mettra en évidence les tensions internes, notamment l'impact des crises sécuritaires et sociales sur la circulation des biens et sur la confiance des acteurs économiques. Enfin, il discutera des réponses de la BRH, en montrant comment celles-ci traduisent un pilotage défensif,

davantage orienté vers la préservation de la crédibilité externe que vers la satisfaction des besoins productifs internes.

En définitive, la période 2022–2023 illustre une accentuation de la logique circulaire d'arbitrages impossibles : l'imbrication des chocs externes et des crises internes a réduit les marges de manœuvre de la BRH, confirmant que la politique monétaire haïtienne ne peut pas, dans le cadre actuel, concilier stabilité, financement public et développement économique.

1. Guerre en Ukraine, flambée des prix alimentaires et pétroliers

L'année 2022 a marqué une rupture supplémentaire pour l'économie mondiale et, par ricochet, pour l'économie haïtienne. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février a provoqué une flambée sans précédent des prix alimentaires et pétroliers, venant s'ajouter aux perturbations logistiques déjà engendrées par la pandémie de Covid-19. Pour Haïti, pays importateur net de biens essentiels, ces chocs internationaux ont eu des effets immédiats et massifs sur l'inflation, le taux de change et la stabilité sociale.

1.1. La dépendance structurelle aux importations

L'économie haïtienne se caractérise par une dépendance structurelle aux importations, qui en fait l'une des plus vulnérables de la Caraïbe face aux chocs internationaux. Cette dépendance, déjà ancienne, s'est accentuée au fil des décennies, en raison de la faiblesse du tissu productif national, de la désindustrialisation progressive et de l'absence de politiques publiques cohérentes de substitution aux importations. Elle constitue un facteur central pour comprendre la transmission directe des fluctuations mondiales — qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, de la flambée des prix pétroliers ou de l'augmentation des cours des denrées alimentaires — à l'économie haïtienne (World Bank, 2022).

Le poids des importations dans la consommation nationale est considérable. Près de 60 % des biens consommés en Haïti sont importés, dont une grande partie de produits alimentaires (riz, blé, huile, sucre) et énergétiques (carburants, électricité produite à partir de combustibles fossiles). Le riz, devenu l'aliment de base de la population urbaine, illustre cette dépendance : plus de 80 % des besoins sont couverts par des importations, principalement en provenance des États-Unis (FAO, 2021). Cette situation résulte de choix politiques remontant aux années 1980–1990, lorsque la libéralisation commerciale, imposée sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, a entraîné une chute brutale de la production agricole locale (Dupuy, 2006).

La dépendance énergétique constitue une autre vulnérabilité majeure. Haïti importe la quasi-totalité de ses besoins en produits pétroliers, ce qui rend son économie extrêmement sensible aux variations des prix internationaux du brut. Les tensions liées à la guerre en Ukraine en 2022 ont provoqué une flambée des prix du carburant, avec des répercussions immédiates sur le coût du transport, de l'électricité et des produits de première nécessité. L'incapacité de l'État à subventionner durablement ces importations, faute de marges budgétaires, a amplifié la crise sociale et alimenté les mouvements de protestation (FMI, 2022).

Cette dépendance structurelle aux importations est aggravée par la faiblesse chronique des exportations. Les exportations haïtiennes, composées principalement de produits de sous-traitance textile et de quelques produits agricoles (mangues, cacao, café), ne couvrent qu'une fraction des importations, creusant un déficit commercial structurel qui dépasse régulièrement 20 % du PIB (World Bank, 2023). Le déséquilibre externe, financé principalement par les transferts de la diaspora et l'aide internationale, alimente la dollarisation partielle de l'économie et réduit la marge de manœuvre de la BRH, qui se voit

contrainte de défendre la gourde dans un environnement structurellement déficitaire.

Enfin, cette dépendance révèle les limites de la politique monétaire en contexte fragile. Les hausses de prix liées aux importations échappent largement au contrôle de la BRH, qui ne peut agir ni sur les cours internationaux ni sur les chocs logistiques. Toute tentative de stabilisation par la stérilisation monétaire ou par les interventions de change se heurte à cette contrainte structurelle : le pays importe l'inflation mondiale sans disposer de relais productifs internes pour en amortir les effets. Ce constat illustre parfaitement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022) : stabiliser la monnaie dans un contexte de dépendance externe conduit à fragiliser à la fois le financement public et la relance économique, chaque arbitrage se traduisant par un déplacement du déséquilibre.

La dépendance structurelle d'Haïti aux importations place le pays dans une situation de vulnérabilité extrême face aux chocs internationaux. Elle explique pourquoi la flambée des prix mondiaux, consécutive à la guerre en Ukraine, a eu des effets immédiats et massifs sur le pouvoir d'achat, l'inflation et la stabilité sociale. Cet état de fait souligne que la politique monétaire, en contexte d'État fragile, ne peut être efficace sans une stratégie structurelle de réduction de la dépendance aux importations, par l'investissement productif, la diversification agricole et la coopération régionale.

1.2. Transmission de l'inflation importée

La dépendance structurelle d'Haïti aux importations rend l'économie nationale particulièrement vulnérable aux chocs de prix internationaux, qui se transmettent presque mécaniquement aux marchés domestiques. Cette transmission rapide de l'inflation importée a été particulièrement manifeste en 2021–2022, lorsque

la guerre en Ukraine a provoqué une flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires et des produits énergétiques. L'absence de mécanismes amortisseurs internes — qu'il s'agisse de réserves stratégiques, de subventions budgétaires soutenues ou d'une base productive nationale solide — a exacerbé l'impact de ces chocs sur le niveau général des prix et sur le pouvoir d'achat des ménages.

L'inflation alimentaire en constitue la principale illustration. Haïti importe plus de 80 % de son riz et une large part de son blé et de son maïs, denrées dont les prix mondiaux ont fortement augmenté en 2022 (FAO, 2022). La hausse des cours internationaux s'est immédiatement traduite par une augmentation des prix domestiques, car les importateurs ont répercuté intégralement leurs coûts sur les consommateurs. Cette transmission quasi instantanée a été aggravée par l'absence de filets sociaux efficaces, ce qui a plongé une grande partie de la population dans une insécurité alimentaire sévère : en 2022, près de 45 % des Haïtiens étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (World Bank, 2022).

De même, la dépendance énergétique a amplifié les effets de l'inflation importée. La hausse des prix du pétrole brut et des produits raffinés s'est traduite par une augmentation immédiate du coût du carburant, avec des répercussions en cascade sur le transport, la production et les biens de consommation. Les blocages récurrents des terminaux pétroliers par des groupes armés ont aggravé cette situation, transformant un choc externe en crise interne prolongée (FMI, 2022). L'économie haïtienne a ainsi importé non seulement l'inflation mondiale, mais également ses effets multiplicateurs sur la désorganisation des circuits économiques.

Le taux de change a joué un rôle d'amplificateur dans cette transmission. La dollarisation partielle de l'économie haïtienne et la faiblesse structurelle des réserves internationales signifient que toute dépréciation de la gourde accentue la hausse des prix importés. Entre 2021 et 2022, la dépréciation du taux de change, conjuguée à la hausse des prix mondiaux, a créé une double pression inflationniste. La BRH a tenté d'y répondre par des interventions de change et par la stérilisation monétaire, mais ces mesures défensives n'ont eu qu'un effet temporaire, sans parvenir à briser le mécanisme de transmission (BRH, 2022).

Cette dynamique révèle les limites structurelles de la politique monétaire en Haïti. Dans un contexte où l'inflation est largement importée, la banque centrale dispose de peu de leviers efficaces : elle ne peut agir ni sur les cours internationaux ni sur la dépendance chronique aux importations. Ses interventions visent surtout à défendre la crédibilité externe, mais elles ne parviennent pas à atténuer durablement les effets sociaux internes. Comme le souligne Providence (2022), cette situation illustre le triangle d'incompatibilité : stabiliser la monnaie par des interventions coûteuses compromet le financement public et la relance économique, tandis qu'un relâchement monétaire aggrave immédiatement la transmission des chocs externes.

La transmission de l'inflation importée en 2021–2022 démontre que la politique monétaire haïtienne reste essentiellement réactive et défensive, incapable de compenser la vulnérabilité externe d'une économie structurellement dépendante. Ce mécanisme explique pourquoi les hausses mondiales de prix se traduisent par des crises sociales immédiates en Haïti et pourquoi toute tentative de stabilisation monétaire demeure éphémère, tant que les bases productives et institutionnelles de l'économie ne sont pas transformées.

1.3. Pressions accrues sur le marché des changes

La période 2021–2022 a été marquée par une intensification des pressions sur le marché des changes, conséquence directe de la dépendance structurelle d'Haïti aux importations et de la transmission rapide de l'inflation mondiale. Alors que les prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie s'envolaient dans le sillage de la guerre en Ukraine, la demande de devises s'est accrue de manière exponentielle, accentuant la volatilité du taux de change et fragilisant davantage la gourde.

Trois dynamiques principales expliquent cette accentuation des pressions. La première tient à la hausse des importations en valeur, due à la flambée des prix mondiaux. Même si les volumes importés n'ont pas nécessairement augmenté, leur coût en dollars a explosé, obligeant les importateurs haïtiens à solliciter davantage de devises pour couvrir leurs transactions. Cette contrainte a immédiatement pesé sur le marché des changes, où la demande en dollars a dépassé l'offre disponible (World Bank, 2022).

La deuxième dynamique relève de la contraction relative des flux en devises, qui constituent habituellement un amortisseur des pressions externes. Les transferts de la diaspora, bien qu'encore massifs (près de 20 % du PIB), ont enregistré une relative stagnation en 2022, ne compensant plus la hausse des besoins en devises (FMI, 2022). De même, les exportations, limitées aux produits textiles et agricoles, n'ont pas permis de rééquilibrer la balance courante. Ce déséquilibre structurel entre importations et exportations a accentué la vulnérabilité externe.

La troisième dynamique est liée à la défiance des acteurs économiques. Dans un contexte marqué par l'instabilité politique, l'insécurité et la fragilité institutionnelle, les ménages et entreprises ont intensifié la dollarisation de leurs transactions,

cherchant à protéger leurs avoirs contre l'érosion du pouvoir d'achat en gourdes. Ce comportement, nourri par la mémoire collective des dépréciations passées, a renforcé les pressions spéculatives et contribué à affaiblir la capacité de la BRH à contrôler le marché.

La Banque de la République d'Haïti a tenté de répondre à ces tensions par des interventions répétées sur le marché des changes, injectant des devises pour stabiliser temporairement le taux de change. Mais ces actions ont eu des effets limités et transitoires, car elles reposaient sur des réserves internationales faibles, couvrant à peine trois mois d'importations. Chaque intervention, en réduisant encore ces réserves, a fragilisé la position externe du pays et confirmé le caractère défensif de la politique monétaire (BRH, 2022).

Ainsi, la montée des pressions sur le marché des changes illustre le triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Stabiliser la gourde exige des interventions coûteuses en devises, ce qui réduit la capacité de financement public et limite la relance économique. À l'inverse, relâcher la défense du change alimente l'inflation et déstabilise le pouvoir d'achat. Dans ce contexte, la politique monétaire haïtienne apparaît enfermée dans une logique circulaire où toute décision pour répondre à une pression immédiate déplace le déséquilibre vers une autre dimension de l'économie.

Les pressions accrues sur le marché des changes en 2021–2022 montrent que la BRH se trouve dans une posture défensive permanente, contrainte de défendre une monnaie structurellement vulnérable sans disposer de leviers productifs internes. La dollarisation, la dépendance aux importations et la faiblesse des réserves internationales transforment chaque choc externe en crise monétaire, confirmant que la stabilisation du taux de change ne

peut être atteinte sans une refondation de la structure productive et institutionnelle du pays.

1.4. La réponse défensive de la BRH

Face aux pressions accrues sur le marché des changes et à la transmission rapide de l'inflation importée en 2021–2022, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a adopté une réponse essentiellement défensive, centrée sur la stabilisation immédiate de la gourde plutôt que sur la transformation structurelle de l'économie. Cette stratégie s'est traduite par une combinaison de mesures classiques — interventions sur le marché des devises, émissions massives de bons BRH, resserrement des réserves obligatoires et ajustement des taux directeurs — qui, si elles ont limité ponctuellement la dépréciation et l'inflation, ont eu des effets cumulatifs sur le financement public et la relance économique.

Les interventions de change ont constitué l'instrument privilégié. La BRH a injecté des quantités importantes de dollars sur le marché afin de stabiliser le taux de change et d'atténuer la hausse des prix domestiques. Cette stratégie a permis de ralentir temporairement la dépréciation de la gourde et d'envoyer un signal de crédibilité aux agents économiques. Toutefois, elle a reposé sur un niveau de réserves internationales structurellement faible, qui couvraient moins de trois mois d'importations. Chaque injection de devises a donc fragilisé la position externe du pays et réduit la capacité de la BRH à répondre à de futurs chocs (FMI, 2022).

Parallèlement, la banque centrale a recouru à une intensification de l'émission de bons BRH, afin de drainer l'excès de liquidité en gourdes et de contenir la demande de devises. Ce mécanisme de stérilisation, s'il a contribué à limiter la masse monétaire en circulation, a engendré un coût financier élevé et favorisé une

dynamique d'intermédiation stérile, dans laquelle les banques commerciales ont préféré investir dans des titres sans risque plutôt que de financer l'économie réelle.

Le relèvement des réserves obligatoires et l'ajustement des taux directeurs ont complété cette stratégie défensive. En réduisant la liquidité disponible pour les banques commerciales, ces mesures ont certes contribué à ralentir la création monétaire, mais elles ont aussi restreint l'accès au crédit productif. Ce resserrement a accentué la récession et aggravé les difficultés des petites et moyennes entreprises, déjà affectées par l'insécurité et le choc du séisme d'août 2021 (World Bank, 2022).

Cette combinaison d'instruments révèle une logique de gestion de l'urgence, où la BRH privilégie la défense de la stabilité nominale, souvent sous la pression des partenaires internationaux, au détriment de la relance économique et du financement public. Elle illustre la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022) : en choisissant de défendre le change et de contenir l'inflation, la banque centrale a inévitablement affaibli ses marges budgétaires et compromis la relance de l'activité.

La réponse défensive de la BRH en 2021–2022 a permis de ralentir temporairement la dépréciation de la gourde et d'afficher un engagement en faveur de la discipline monétaire. Toutefois, cette stratégie a révélé ses limites : coûteuse, procyclique et peu soutenable, elle a renforcé la dépendance aux devises externes et accentué la déconnexion entre le système financier et l'économie réelle. Cet épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut se réduire à la gestion défensive de l'urgence, mais doit être repensée comme un levier de transformation structurelle et de résilience.

La flambée des prix alimentaires et pétroliers en 2022, déclenchée par la guerre en Ukraine, a démontré la vulnérabilité extrême

d'Haïti aux chocs externes. L'inflation importée, la rareté accrue des devises et la dépréciation de la gourde ont plongé la majorité de la population dans une situation de précarité accrue. La réponse de la BRH, centrée sur la stabilisation monétaire, a certes évité un effondrement immédiat du système financier, mais elle a aggravé la récession et limité la capacité de relance productive. Cette séquence confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire est enfermée dans des arbitrages impossibles entre stabilisation, financement et développement.

2. Raretés structurelles (carburant, intrants agricoles)

La période 2022–2023 a mis en lumière la persistance et l'aggravation des raretés structurelles qui affectent l'économie haïtienne, en particulier dans les domaines du carburant et des intrants agricoles. Ces pénuries, qui résultent à la fois de facteurs conjoncturels et de fragilités institutionnelles de long terme, ont exercé une pression directe sur l'inflation, fragilisé le tissu productif et accentué les contradictions de la politique monétaire.

2.1. La crise du carburant : un goulot d'étranglement pour toute l'économie

La crise du carburant qui a paralysé Haïti entre 2021 et 2022 constitue l'une des illustrations les plus criantes de la vulnérabilité structurelle de l'économie haïtienne et de la dépendance de sa trajectoire de croissance aux importations énergétiques. La quasi-totalité des besoins énergétiques du pays étant couverte par des produits pétroliers importés, toute perturbation de l'approvisionnement se traduit par un goulot d'étranglement affectant simultanément la production, les transports, les services publics et la vie quotidienne des ménages. Dans ce contexte, la pénurie de carburant n'est pas un simple dysfonctionnement logistique : elle devient un facteur systémique de paralysie économique et sociale.

La première dimension de cette crise tient à l'approvisionnement et à la distribution. Les blocages répétés des terminaux pétroliers, notamment celui de Varreux à Port-au-Prince, par des groupes armés ont interrompu l'accès régulier aux carburants. Ces blocages ont non seulement empêché la livraison aux stations de service, mais aussi la distribution vers les provinces. En conséquence, des files d'attente interminables se sont formées devant les stations, tandis que les prix sur le marché parallèle atteignaient des niveaux exorbitants, plusieurs fois supérieurs aux tarifs officiels (World Bank, 2022).

La deuxième dimension concerne les effets multiplicateurs sur l'économie réelle. Le transport routier, principal mode de circulation des biens et des personnes, a été fortement perturbé, entraînant une flambée des coûts logistiques. Les entreprises, privées de carburant pour leurs générateurs, ont vu leur production chuter, dans un pays où l'électricité publique est déjà rare et irrégulière. Les hôpitaux, écoles et administrations ont également souffert de la pénurie, réduisant encore l'accès aux services essentiels. Ainsi, la crise du carburant a eu un impact transversal, transformant une pénurie sectorielle en un blocage généralisé de l'économie.

La troisième dimension touche au pouvoir d'achat et à l'inflation. La rareté du carburant a entraîné une hausse des prix du transport et des biens de consommation, aggravant une inflation déjà alimentée par les chocs internationaux. Les ménages, contraints de payer des prix élevés pour se déplacer ou pour accéder à des produits de première nécessité, ont vu leur revenu réel s'effondrer. La hausse du coût du transport a également contribué à accentuer les inégalités, car elle a particulièrement affecté les ménages ruraux et périurbains, plus dépendants de la mobilité quotidienne pour leur subsistance.

Enfin, cette crise a eu des implications macroéconomiques et institutionnelles. Pour contenir la flambée des prix, le gouvernement a été contraint d'intervenir en subventionnant partiellement le carburant, ce qui a accentué le déficit budgétaire et accru la dépendance vis-à-vis des financements internationaux (FMI, 2022). La BRH, de son côté, s'est retrouvée dans une position défensive : toute tentative de stabiliser la gourde par des interventions de change était neutralisée par l'augmentation structurelle de la demande en devises pour importer le carburant. L'épisode a ainsi confirmé l'impossibilité de concilier simultanément la stabilisation monétaire, le financement public et la relance économique dans un contexte de dépendance énergétique totale — une démonstration empirique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022).

La crise du carburant de 2021–2022 a fonctionné comme un véritable goulot d'étranglement pour l'économie haïtienne, révélant la centralité des importations énergétiques dans le fonctionnement du pays. Ses répercussions ont été multiples : inflation, effondrement de la production, paralysie des services publics, aggravation de la pauvreté et creusement du déficit budgétaire. Cet épisode démontre que, dans un État fragile et dépendant, la politique monétaire et budgétaire ne peut assurer la stabilité sans une réforme structurelle du secteur énergétique et une sécurisation effective des infrastructures de distribution.

2.2. Les intrants agricoles : un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire

La crise internationale de 2021–2022, marquée par la flambée des prix des produits énergétiques et agricoles, a eu des répercussions particulièrement sévères sur le secteur agricole haïtien, déjà fragilisé par des décennies de sous-investissement et de désorganisation institutionnelle. Parmi les effets les plus critiques figurent la hausse des prix et la rareté des intrants agricoles —

engrais, semences, pesticides, équipements — qui se sont imposés comme un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire dans le pays.

Les intrants agricoles en Haïti sont très largement importés. Or, l'augmentation des prix mondiaux des engrais azotés, phosphatés et potassiques, fortement dépendants des exportations russes et biélorusses, a frappé de plein fouet les producteurs haïtiens après le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 (FAO, 2022; World Bank, 2022). Le prix des engrais a plus que doublé sur certains marchés locaux, rendant leur acquisition inaccessible pour une grande partie des petits exploitants agricoles, qui constituent pourtant la base de la production alimentaire nationale.

Cette flambée des coûts des intrants a entraîné une réduction significative de la production agricole. Faute de moyens pour fertiliser leurs terres ou acheter des semences de qualité, de nombreux agriculteurs ont réduit leurs superficies cultivées ou ont opté pour des techniques de production extensives, moins productives. Cette contraction de l'offre locale est intervenue dans un contexte où la dépendance aux importations alimentaires était déjà structurelle (près de 60 % de la consommation nationale est importée), accentuant la vulnérabilité du pays aux chocs internationaux (FMI, 2022).

Les effets de cette crise se sont rapidement traduits par une aggravation de l'insécurité alimentaire. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 4,7 millions d'Haïtiens se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022, soit près de la moitié de la population (WFP, 2022). La baisse de la production nationale, combinée à l'augmentation des prix des denrées importées, a entraîné une flambée des prix alimentaires sur les marchés locaux, réduisant drastiquement le pouvoir

d'achat des ménages. Cette situation a eu des conséquences sociales directes : multiplication des mouvements de protestation contre la vie chère, aggravation de la pauvreté rurale et accentuation des migrations internes et externes.

Sur le plan macroéconomique, la dépendance aux intrants importés a également accentué les pressions sur le marché des changes. Les importations massives d'engrais et de semences, payées en devises, ont contribué à accroître la demande en dollars, accentuant la dépréciation de la gourde et alimentant un cercle vicieux où la hausse du coût des intrants nourrit celle des prix alimentaires (BRH, 2021; 2022). Dans ce contexte, la politique monétaire s'est trouvée impuissante : la BRH pouvait contenir partiellement la liquidité, mais elle ne pouvait agir sur la dépendance structurelle de l'agriculture haïtienne aux intrants importés.

Cette dynamique confirme la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En soutenant l'importation d'intrants agricoles pour limiter la crise alimentaire, l'État et la BRH accroissent la demande en devises, ce qui fragilise la stabilité monétaire. À l'inverse, restreindre ces importations pour préserver les réserves affaiblit la production agricole et aggrave l'insécurité alimentaire. Enfin, toute tentative de financer la subvention des intrants accroît le déficit budgétaire, révélant l'impossibilité de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance productive.

La crise des intrants agricoles en 2021–2022 a mis en lumière l'extrême dépendance de l'agriculture haïtienne aux importations et son incapacité à soutenir la sécurité alimentaire nationale en période de chocs internationaux. Loin d'être un problème conjoncturel, cette dépendance constitue une contrainte structurelle qui réduit l'efficacité de la politique monétaire et

budgétaire. En l'absence d'une stratégie d'investissement productif et de coopération régionale, l'insécurité alimentaire en Haïti restera exacerbée par la volatilité mondiale des prix des intrants agricoles.

2.3. Les contradictions macroéconomiques induites

La crise des intrants agricoles et la pénurie de carburant observées en 2021–2022 n'ont pas seulement eu des effets sectoriels : elles ont également engendré de profondes contradictions macroéconomiques qui ont fragilisé davantage l'équilibre global de l'économie haïtienne. Ces contradictions se manifestent dans trois domaines principaux : la politique monétaire, le financement public et la relance économique. Elles confirment que, dans un État fragile et dépendant, chaque tentative de réponse à un déséquilibre sectoriel crée de nouveaux déséquilibres au niveau systémique.

La première contradiction réside dans le lien entre subvention des produits stratégiques et déficit budgétaire. Pour limiter les effets sociaux de la flambée des prix internationaux, l'État haïtien a été contraint de subventionner partiellement les importations de carburants et, ponctuellement, d'intrants agricoles. Si ces mesures ont permis de ralentir l'inflation alimentaire et énergétique, elles ont considérablement aggravé le déficit public, dans un contexte où les recettes fiscales s'érodaient déjà en raison de la récession et de l'insécurité (FMI, 2022). Ainsi, une mesure destinée à protéger les ménages a eu pour effet paradoxal d'affaiblir la capacité budgétaire de l'État à long terme.

La deuxième contradiction tient aux interventions de change de la BRH. Pour financer les importations de produits pétroliers et agricoles, la demande en devises a explosé, accentuant la pression sur le marché des changes. La BRH, afin de contenir la dépréciation de la gourde, a intensifié ses ventes de dollars,

épuisant progressivement ses réserves internationales. Cette stratégie a certes permis de stabiliser temporairement le taux de change, mais elle a en même temps réduit la capacité de la banque centrale à faire face à de futurs chocs, accentuant ainsi la vulnérabilité externe du pays (World Bank, 2022).

La troisième contradiction relève du financement du secteur productif. La flambée du coût des intrants aurait nécessité des mesures de soutien direct à l'agriculture et aux petites entreprises. Or, le resserrement de la liquidité par la BRH — via les bons BRH et l'augmentation des réserves obligatoires — a réduit l'accès au crédit, privant le secteur productif des ressources nécessaires pour compenser la hausse des coûts de production. En d'autres termes, la priorité donnée à la stabilité monétaire a eu pour effet pervers de fragiliser encore davantage la base productive nationale.

Ces contradictions mettent en évidence une logique circulaire d'arbitrages impossibles, que Providence (2022) conceptualise à travers le triangle d'incompatibilité. Stabiliser la monnaie par des interventions de change fragilise les réserves internationales ; subventionner les importations alourdit le déficit budgétaire ; soutenir la production par le crédit alimente la demande en devises et aggrave la dépréciation. Chaque objectif poursuivi génère un déséquilibre sur un autre plan, enfermant la politique économique dans une logique défensive et cumulative.

Les contradictions macroéconomiques induites par la crise des intrants et du carburant révèlent que la politique monétaire et budgétaire en Haïti fonctionne comme une gestion de l'urgence, incapable de produire une stabilisation durable. Loin d'apporter des solutions structurelles, les réponses publiques déplacent les déséquilibres d'un secteur à un autre, confirmant l'impossibilité de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance productive dans un État fragile.

Les raretés structurelles de carburant et d'intrants agricoles, loin d'être des épisodes ponctuels, traduisent la vulnérabilité chronique de l'économie haïtienne. Elles révèlent l'incapacité de l'État à sécuriser des approvisionnements stratégiques et soulignent les limites de la politique monétaire face à des tensions inflationnistes exogènes et structurelles. La BRH, en intensifiant ses mesures restrictives, n'a pu ni contenir durablement l'inflation ni soutenir l'activité productive, confirmant que dans un État fragile, les instruments monétaires classiques se heurtent à la réalité d'un appareil productif défaillant et d'une dépendance extrême aux importations.

3. Limites des interventions de la BRH sur le marché des changes

L'un des instruments les plus fréquemment mobilisés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) durant la période 2022–2023 a été l'intervention directe sur le marché des changes. Confrontée à une dépréciation accélérée de la gourde et à des tensions inflationnistes exacerbées par la flambée des prix internationaux et la rareté structurelle de devises, la BRH a intensifié ses ventes de dollars afin de contenir la volatilité et de préserver une certaine crédibilité monétaire. Si ces opérations ont permis, ponctuellement, de freiner la spirale inflation-change, elles présentent toutefois des limites structurelles qui en réduisent l'efficacité et en compromettent la soutenabilité.

3.1. Efficacité ponctuelle et asymétrique

Les interventions de la Banque de la République d'Haïti (BRH) au cours de la période 2021–2022, destinées à contenir les pressions inflationnistes et à stabiliser le taux de change, ont démontré une efficacité ponctuelle, mais largement asymétrique dans leurs effets économiques et sociaux. Si elles ont permis d'éviter un effondrement immédiat de la gourde et de réduire momentanément la vitesse de propagation de l'inflation importée,

elles n'ont pas produit de résultats durables sur l'économie réelle, accentuant même certains déséquilibres structurels.

Du point de vue monétaire, l'efficacité des interventions a été observable à court terme. Les injections de devises sur le marché ont permis de contenir la dépréciation rapide de la gourde et d'apaiser les anticipations de change. De même, les émissions de bons BRH et le relèvement des réserves obligatoires ont contribué à drainer la liquidité excédentaire et à ralentir la création monétaire (BRH, 2021; 2022). Ces mesures ont ainsi eu un effet immédiat sur certains indicateurs, tels que la réduction temporaire du rythme de l'inflation et la stabilisation du marché interbancaire.

Cependant, cette efficacité est demeurée asymétrique dans ses retombées économiques et sociales. Les grands acteurs financiers, principalement les banques commerciales et les investisseurs institutionnels, ont bénéficié directement des rendements offerts par les bons BRH, instruments sans risque et fortement rémunérateurs. En revanche, les petites et moyennes entreprises, déjà fragilisées par la rareté des intrants et l'insécurité, ont vu leur accès au crédit se restreindre, freinant leur capacité d'investissement et d'expansion. Loin de soutenir la production nationale, la politique monétaire a favorisé une logique d'intermédiation stérile, renforçant la déconnexion entre système financier et secteur productif (Providence, 2025).

Sur le plan social, l'asymétrie s'est traduite par une aggravation des inégalités. Alors que les ménages urbains dépendant de revenus en gourdes ont pu bénéficier temporairement d'une baisse de l'inflation importée, les familles vivant des transferts de la diaspora — qui représentent près de 20 % du PIB — ont subi une perte de revenu réel en raison de l'appréciation temporaire de la monnaie nationale (World Bank, 2022). Ainsi, une mesure

présentée comme favorable à la stabilité a eu des effets redistributifs négatifs, fragilisant la consommation de millions de ménages.

Cette efficacité limitée et asymétrique illustre le caractère défensif et conjoncturel de la politique monétaire haïtienne. Les mesures adoptées permettent de ralentir ponctuellement certaines dynamiques, mais elles échouent à corriger les déséquilibres structurels de l'économie. Comme le souligne Providence (2022), cette situation illustre le triangle d'incompatibilité : la stabilisation monétaire se fait au détriment du financement public et de la relance économique, confirmant que, dans un État fragile, les arbitrages ne peuvent produire que des effets partiels et temporaires.

L'efficacité de la politique monétaire haïtienne en 2021–2022 doit être qualifiée de ponctuelle et asymétrique. Si les interventions de la BRH ont permis d'éviter une déstabilisation immédiate, elles ont eu des retombées inégales, profitant davantage aux acteurs financiers qu'aux secteurs productifs et aux ménages. Cette asymétrie confirme que la politique monétaire, dans un contexte de dépendance externe et de fragilité institutionnelle, ne peut constituer un levier de développement inclusif, mais reste confinée à une gestion défensive des urgences.

3.2. L'érosion des réserves internationales

La stratégie de stabilisation monétaire adoptée par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2021–2022 s'est appuyée de manière intensive sur des interventions directes sur le marché des changes, consistant à injecter des devises pour freiner la dépréciation de la gourde et contenir l'inflation importée. Si ces mesures ont eu des effets ponctuels sur le taux de change et sur les prix domestiques, elles ont entraîné une érosion progressive et

préoccupante des réserves internationales, mettant en évidence la vulnérabilité externe chronique de l'économie haïtienne.

Au cœur de cette dynamique figure la dépendance structurelle aux importations. L'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires et énergétiques a accru la demande en devises, obligeant la BRH à intensifier ses ventes de dollars pour stabiliser le marché. Mais cette stratégie défensive s'est heurtée à la faiblesse persistante du stock de réserves. Selon le FMI (2022), les réserves internationales nettes d'Haïti couvriraient moins de trois mois d'importations en moyenne, un seuil jugé critique pour la résilience d'un pays aux chocs externes. Chaque intervention a donc réduit la capacité de la banque centrale à soutenir durablement la monnaie nationale, tout en accentuant la dépendance aux flux financiers extérieurs.

L'érosion des réserves a eu des conséquences multiples. Sur le plan macroéconomique, elle a fragilisé la crédibilité de la BRH : plus les réserves diminuaient, plus les agents économiques anticipaient une dépréciation future, alimentant une spirale spéculative qui accentuait la dollarisation et la fuite vers les actifs en devises. Sur le plan budgétaire, la nécessité de mobiliser des ressources externes pour reconstituer les réserves a renforcé la dépendance d'Haïti vis-à-vis des bailleurs internationaux, réduisant encore l'autonomie de la politique économique nationale (World Bank, 2022).

Par ailleurs, cette érosion illustre le caractère non soutenable d'une stratégie centrée sur la défense du taux de change. Si les ventes de devises ont permis de limiter temporairement la hausse des prix importés, elles n'ont pas modifié les déterminants structurels du déficit de la balance des paiements : faiblesse des exportations, stagnation des transferts de la diaspora et déficit chronique du commerce extérieur. Dans ce contexte, l'usage des

réserve a fonctionné comme une mesure d'« achat de temps », retardant l'ajustement inévitable sans offrir de solution durable (FMI, 2022).

Enfin, l'érosion des réserves illustre parfaitement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Stabiliser la monnaie par des interventions massives a compromis la capacité de financement public, en augmentant la dépendance aux bailleurs, et a réduit les marges de manœuvre pour soutenir la relance économique. L'effort pour défendre le taux de change a donc déplacé le déséquilibre, confirmant que dans un État fragile, les réserves internationales ne constituent pas un levier de stabilisation durable, mais un instrument défensif, condamné à s'épuiser.

L'érosion des réserves internationales en 2021–2022 révèle la fragilité structurelle de la stratégie monétaire haïtienne, centrée sur la défense du taux de change. Si elle a permis de retarder l'ajustement, cette stratégie a accru la dépendance externe et sapé la crédibilité de la BRH, démontrant l'impossibilité de concilier simultanément stabilité monétaire, autonomie budgétaire et relance économique. La défense de la gourde, faute de marges productives internes, apparaît comme une stabilisation éphémère achetée au prix d'une fragilité accrue.

3.3. Des effets pervers sur le crédit et l'investissement

La politique monétaire restrictive menée par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2021–2022, centrée sur la stabilisation du taux de change et la maîtrise de l'inflation, a produit des effets pervers sur le crédit et l'investissement, aggravant la récession déjà alimentée par les chocs externes et internes. En privilégiant la stérilisation monétaire via les bons BRH, le relèvement des réserves obligatoires et l'ajustement des taux directeurs, la BRH a contribué à assécher la liquidité

disponible pour l'économie réelle, accentuant le décalage entre le système financier et le secteur productif.

Les bons BRH constituent l'illustration la plus claire de cette dynamique. Placés à des taux attractifs, ils ont incité les banques commerciales à investir massivement dans ces instruments sans risque, garantis par la banque centrale. Cette orientation a encouragé une logique d'intermédiation stérile, où les ressources financières circulent dans le secteur bancaire sans irriguer l'économie réelle. Les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), se sont retrouvées privées de financement, au moment même où elles avaient besoin de capital pour faire face à la hausse du coût des intrants et à l'insécurité (Providence, 2025).

De même, le relèvement des réserves obligatoires a réduit les fonds disponibles pour les prêts, accentuant le rationnement du crédit. Dans une économie où l'accès au financement est déjà limité par la faible profondeur du système bancaire, cette mesure a amplifié les difficultés structurelles de l'investissement. Les secteurs stratégiques, tels que l'agriculture et l'industrie légère, ont vu leur accès aux ressources financières se restreindre, ce qui a freiné la relance de la production et aggravé la dépendance aux importations (World Bank, 2022).

L'ajustement des taux directeurs a également eu des conséquences paradoxales. En théorie, l'augmentation des taux devait contenir la demande de liquidité et limiter les pressions inflationnistes. En pratique, elle a renchéri le coût du crédit pour les rares emprunteurs qui avaient encore accès aux prêts bancaires, dissuadant les entreprises d'investir et les ménages de contracter des emprunts pour la consommation ou le logement (FMI, 2022). Le signal envoyé aux marchés a ainsi renforcé la

perception d'un climat économique incertain, peu propice à l'investissement productif.

Ces effets combinés traduisent une contradiction fondamentale : la politique monétaire, censée stabiliser l'économie, a paradoxalement accentué la récession. Alors que la guerre en Ukraine et la crise interne appelaient une politique contracyclique de soutien à l'investissement et à la production, la BRH a privilégié une logique défensive, conforme aux standards internationaux, mais déconnectés des besoins productifs du pays.

Cette situation illustre à nouveau la pertinence du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En défendant la stabilité monétaire par des mesures restrictives, la BRH a compromis la relance économique et limité le financement public. Le résultat a été un cercle vicieux : la contraction du crédit a affaibli la production, accentuant la dépendance aux importations, ce qui a renforcé la pression sur les devises et justifié de nouvelles mesures restrictives.

Les effets pervers de la politique monétaire sur le crédit et l'investissement en 2021–2022 démontrent que la stabilisation nominale ne peut être atteinte sans coût social et productif élevé. En restreignant l'accès au financement, la BRH a aggravé la récession et limité la capacité du pays à répondre aux chocs internationaux. Cet épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire n'est pas un levier autonome de développement, mais un instrument défensif qui sacrifie l'investissement productif à la recherche d'une stabilité toujours précaire.

3.4. La logique du triangle d'incompatibilité

L'analyse de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2021–2022 révèle avec acuité la dynamique du « triangle d'incompatibilité » conceptualisé par

Providence (2022). Selon cette théorie, un État fragile ne peut atteindre simultanément trois objectifs interdépendants : la stabilité monétaire, le financement public et la relance économique. Les arbitrages opérés par la BRH au cours de cette période illustrent la nature circulaire et insoluble de ce dilemme.

En premier lieu, la priorité donnée à la stabilité monétaire s'est traduite par des interventions de change et une politique de stérilisation monétaire intensive. Ces choix ont permis de ralentir temporairement la dépréciation de la gourde et d'atténuer la propagation de l'inflation importée (BRH, 2021; 2022). Toutefois, cette orientation a entraîné un coût élevé en termes d'érosion des réserves internationales et d'éviction du crédit productif, compromettant ainsi la relance économique et limitant les capacités de financement public.

En second lieu, le financement public est apparu comme une nécessité dans un contexte de crises multiples : reconstruction post-séisme, subventions des carburants et besoins humanitaires urgents. Or, le recours à des avances monétaires ou à des financements exceptionnels risquait d'alimenter l'inflation et d'aggraver la dépréciation de la gourde. En pratique, l'État a été contraint d'accroître son déficit, accentuant la dépendance aux bailleurs internationaux et réduisant l'autonomie de la politique économique (FMI, 2022).

Enfin, la relance économique, indispensable pour réduire la pauvreté et stimuler la production, a été fragilisée par les instruments restrictifs mobilisés par la BRH. L'émission massive de bons BRH et le relèvement des réserves obligatoires ont rationné le crédit, décourageant l'investissement dans les secteurs productifs. Cette logique procyclique a accentué la récession, renforçant la dépendance aux importations et alimentant, en retour, la pression sur les devises (World Bank, 2022).

Cette circularité confirme la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité. Stabiliser la monnaie se fait au détriment du financement public et de la relance ; financer l'État alimente l'inflation et déstabilise le change ; soutenir la production accroît la demande de devises et fragilise la stabilité monétaire. Aucun arbitrage ne permet de résoudre simultanément ces contradictions, chaque décision ne faisant que déplacer le déséquilibre. Dans un État fragile comme Haïti, la politique monétaire se transforme ainsi en instrument défensif, incapable de se projeter dans une stratégie de développement de long terme.

La période 2021–2022 illustre parfaitement la logique du « triangle d'incompatibilité ». La politique monétaire haïtienne, contrainte de choisir entre des objectifs inconciliables, s'est enfermée dans une gestion de l'urgence, marquée par des arbitrages coûteux et des effets pervers sur le financement public et la relance économique. Cet épisode confirme que la stabilité nominale, dans un État fragile, ne peut constituer qu'une victoire partielle et éphémère, tant que les fondements productifs et institutionnels de l'économie ne sont pas transformés.

Les interventions de la BRH sur le marché des changes en 2022–2023 illustrent à la fois la nécessité et l'impuissance de la politique monétaire en Haïti. Nécessité, car elles permettent de contenir ponctuellement la dépréciation et de préserver une stabilité minimale. Impuissance, car elles reposent sur une ressource rare — les réserves internationales — dont l'épuisement accroît la vulnérabilité du pays. En l'absence de réformes structurelles et de renforcement du tissu productif, ces interventions demeurent une stratégie défensive, condamnée à reproduire les contradictions structurelles de la politique monétaire haïtienne.

Conclusion du Chapitre 7

La période 2022–2023 constitue un moment de bascule révélateur pour l'économie haïtienne, où les chocs exogènes et les tensions endogènes se sont combinés pour accentuer la fragilité structurelle du pays et mettre en lumière les limites de sa politique monétaire. La guerre en Ukraine et la flambée des prix mondiaux alimentaires et pétroliers ont provoqué une inflation importée sans précédent, dont les effets ont été démultipliés par la dépendance structurelle d'Haïti aux importations de produits de base et d'hydrocarbures. Cette vulnérabilité externe a été amplifiée par des pénuries chroniques de carburant et d'intrants agricoles, révélant la nature profondément structurelle des crises de rareté.

Dans ce contexte, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a multiplié ses interventions sur le marché des changes et intensifié ses mesures restrictives, notamment via l'émission de bons BRH et le relèvement des réserves obligatoires. Ces outils ont permis, dans une certaine mesure, de contenir la dépréciation de la gourde et de ralentir temporairement la spirale inflationniste. Cependant, leur efficacité est demeurée limitée et transitoire. En effet, les ventes de devises ont érodé les réserves internationales, fragilisant la crédibilité de la banque centrale, tandis que les politiques de stérilisation ont contracté la liquidité et freiné l'investissement productif.

Cette stratégie défensive a mis en évidence une contradiction centrale : les efforts pour préserver la stabilité monétaire se sont réalisés au prix d'un sacrifice du financement de l'économie réelle et d'un affaiblissement des perspectives de croissance. À l'inverse, toute tentative de soutien à la production et de financement de l'État aurait aggravé les déséquilibres inflationnistes et changé. La période 2022–2023 illustre ainsi, avec une acuité particulière, le « triangle d'incompatibilité » théorisé par Providence (2022) : il est impossible, dans le cadre

d'un État fragile, de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance économique.

Au-delà de l'économie, ces arbitrages impossibles ont eu des implications politiques et sociales majeures. La hausse des prix alimentaires et du carburant a accentué la précarité des ménages et provoqué des mouvements de contestation sociale. La perception d'une BRH plus soucieuse de répondre aux impératifs des bailleurs internationaux que d'appuyer le tissu productif a renforcé la défiance vis-à-vis des institutions publiques. L'insécurité persistante et le blocage des circuits économiques ont accentué ce sentiment, nourrissant une spirale de désintégration sociale et politique.

En définitive, la séquence 2022–2023 confirme que la politique monétaire haïtienne ne peut être comprise comme un simple exercice technique d'ajustement des taux ou de gestion de la liquidité. Elle doit être appréhendée comme un champ d'arbitrages impossibles, inscrit dans une économie politique de la fragilité. La BRH, malgré des efforts de discipline et de rigueur, se trouve enfermée dans une logique défensive qui lui permet d'éviter l'effondrement immédiat, mais au prix d'un renforcement des vulnérabilités à long terme.

Le chapitre suivant, consacré à la période 2023–2024, analysera comment la relative désinflation mondiale et les nouvelles contraintes politiques internes ont reconfiguré les marges de manœuvre de la BRH. Cette nouvelle séquence permettra de montrer si, et dans quelle mesure, les incompatibilités structurelles mises en évidence en 2022–2023 se sont atténuées ou, au contraire, approfondies dans le cadre d'une gouvernance monétaire toujours marquée par l'instabilité et la dépendance externe.

Travaux cités

- BRH. (2021). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2022). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2023). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- Dupuy, A. (2006). *The Prophet and Power: Jean-Bertrand Aristide, the International Community and Haiti*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, Inc.
- FAO. (2021). *Haiti: Country Indicators*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2022). *Crop Prospects and Food Situation: Quarterly Global Report*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.

WFP. (2022). *Haiti: Hunger Map 2022*. Rome: World Food Programme.

World Bank. (2022). *Haiti Economic Update: Coping with Inflation and Insecurity*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.